

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 841<sup>e</sup>  
SÉANCE

Vendredi 16 novembre 1962,  
à 10 h 55

NEW YORK

## SOMMAIRE

### Points 33 et 94 de l'ordre du jour:

Conséquences économiques et sociales du désarmement: rapport du Secrétaire général transmettant l'étude du groupe d'experts consultants nommés aux termes de la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale (suite) . . . . .	289
Programme économique de désarmement (suite) . . . . .	

### Point 35 de l'ordre du jour:

Développement économique des pays sous-développés (suite):	
c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation (suite)	
Examen du projet de résolution de la Jordanie et de la Pologne (suite) . . . . .	292

### Point 39 de l'ordre du jour:

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite)	
Examen du projet de résolution de la Commission pour la souveraineté permanente sur les ressources naturelles (suite) . . .	294

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI  
(Pologne).

## POINTS 33 ET 94 DE L'ORDRE DU JOUR

Conséquences économiques et sociales du désarmement: rapport du Secrétaire général transmettant l'étude du groupe d'experts consultants nommés aux termes de la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale (A/5199; A/5203, chap. II; A/C.2/L.647 et Add.1, E/3593/Rev.1, E/3593/Add.1 à 5) [suite]

Programme économique de désarmement (A/C.2/L.646) [suite]

1. M. UNWIN (Royaume-Uni) tient à répéter ce que sa délégation a déclaré à la trente-quatrième session du Conseil économique et social, à savoir que le Royaume-Uni voit dans l'étude du Groupe consultatif d'experts intitulée Conséquences économiques et sociales du désarmement (E/3593/Rev.1) un document extrêmement utile et qu'elle accepte sans réserve ses deux conclusions essentielles. La première est que rien dans le domaine économique et social ne présente un problème insurmontable de nature à retarder le désarmement général et complet sous un contrôle efficace. La deuxième est que s'il était possible de consacrer à des objectifs pacifiques les ressources utilisées actuellement à des fins militaires, il en résulterait une amélioration

de l'économie mondiale et des conditions économiques et sociales dans les pays peu développés.

2. Une partie des sommes importantes libérées par un accord sur le désarmement général et complet devraient être consacrées à l'exécution de cet accord, mais de vastes ressources seraient néanmoins disponibles pour des fins plus constructives. Ce fait est reconnu depuis longtemps au Royaume-Uni. Une partie de ces ressources pourraient être consacrées au développement économique de tous les pays, développés ou en voie de développement, ainsi qu'il a été énoncé dans la résolution 724 (VIII) de l'Assemblée générale. La délégation britannique avait voté en faveur de cette résolution, et seules cinq délégations, celles du camp socialiste, s'étaient abstenues. Les propositions dont la Commission est saisie, ainsi que la déclaration du représentant de l'URSS (840<sup>ème</sup> séance), donnent à M. Unwin l'espoir que l'Union soviétique au moins a changé son point de vue et qu'elle est d'accord maintenant avec les autres Etats Membres sur cette importante question. Quant à la délégation britannique, elle maintient sa position d'il y a neuf ans.

3. La délégation britannique pense que le Groupe consultatif d'experts a rendu un grand service en réfutant une fois pour toutes une idée erronée qui, pendant de nombreuses années, a caché ou servi à cacher la vérité sur le désarmement. Il s'agit de l'idée que la prospérité du monde libre dépend de la production d'armements. Cette fausse théorie a été utilisée pour appuyer l'allégation que des pays comme le Royaume-Uni ne s'intéressaient pas sérieusement au désarmement, et il est très satisfaisant de voir cette théorie réfutée. Les experts ont montré, en effet, que non seulement il serait facile de prévenir un ralentissement de l'économie des pays dont les dépenses consacrées aux armements seraient réduites puis supprimées, mais que la libération de nouvelles ressources pour l'investissement amènerait un progrès économique considérable dont profiterait le monde entier. Le Gouvernement britannique a toujours pensé qu'un accord satisfaisant sur le désarmement général et complet serait une bénédiction pour l'humanité, tant pour la paix qu'il assurerait que pour les bienfaits économiques et sociaux qu'il apporterait.

4. Il serait cependant infiniment regrettable que les conclusions des experts fassent espérer des bienfaits immédiats. De tels espoirs ne pourraient qu'être déçus dans les circonstances présentes. Les chiffres que le représentant de l'URSS a indiqués à la séance précédente en citant l'étude, de même que les divers projets qu'il a mentionnés, sont certes intéressants, mais ces réalisations doivent attendre un désarmement effectif. Le désarmement sera le résultat de négociations longues et importantes qui ne concernent pas directement la Deuxième Commission. La part qu'a prise le Royaume-Uni

pendant 17 ans aux longues discussions sur le désarmement est honorable et n'a pas besoin d'être justifiée devant la Commission. Le Gouvernement du Royaume-Uni maintiendra avec honnêteté et détermination son point de vue devant les organes qui cherchent à parvenir à un accord, et il espère qu'un tel accord sera bientôt une réalité.

5. La délégation britannique a eu d'abord quelques doutes au sujet de la résolution 891 (XXXIV) du Conseil économique et social, car il lui semblait que des études supplémentaires seraient précisément de nature à provoquer des espoirs et des attentes prématurés; mais elle a finalement laissé aux gouvernements intéressés le soin de mener les études qu'elle mentionne, ce qui a permis à la délégation britannique de voter en sa faveur. C'est dans le même esprit qu'elle aborde le projet de résolution contenu dans le projet de déclaration présenté par l'Union soviétique (A/C.2/L.646), ainsi que le projet de résolution des huit puissances (A/C.2/L.647 et Add.1). Il n'appartient pas au représentant du Royaume-Uni de demander aux Etats souverains représentés à la Commission si les consultations que recommande le projet de résolution de l'Union soviétique en vue de la formulation d'un programme international d'aide, ou de nouvelles études sur les conséquences économiques et sociales du désarmement, leur seraient utiles avant l'indication claire de la conclusion prochaine d'un accord sur le désarmement. Le Gouvernement britannique a fourni, pour contribuer aux travaux du Groupe consultatif, un état très détaillé de ses dépenses — bien plus détaillé que celui de certains gouvernements qui affichent un intérêt profond pour ces problèmes — et de nouvelles études de sa part n'ajouteraient rien à sa connaissance de ces problèmes ou de leurs solutions.

6. Etant donné les considérations qui précèdent, la délégation du Royaume-Uni estime que le projet de résolution des huit puissances répond bien plus aux besoins et aux espoirs actuels que celui de l'Union soviétique. Les huit puissances ont repris sagement la décision du Conseil économique et social laissant aux Etats Membres le soin de décider si de nouvelles études sur les conséquences économiques et sociales du désarmement sont nécessaires ou utiles. En fait, ce projet suit de près la résolution 891 (XXXIV) adoptée à l'unanimité par le Conseil et, s'il est mis aux voix sous sa forme actuelle, la délégation britannique l'appuiera certainement. Quant au projet de déclaration de la délégation de l'Union soviétique, il contient des propositions qui, malgré la grande importance du problème, sont prématurées. La délégation britannique sera heureuse de se pencher à nouveau sur ces propositions lorsque des progrès auront été faits vers un accord sur le désarmement général et complet sous un contrôle satisfaisant, et elle espère que la délégation de l'Union soviétique n'insistera pas, pour le moment, sur sa proposition.

7. M. LYCHOWSKI (Pologne) constate que les deux projets de résolution dont la Commission est saisie traitent de problèmes similaires et qu'ils diffèrent essentiellement par leur ampleur et leurs objectifs immédiats. Après les interventions des représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni, il semble qu'il y ait surtout une différence de points de vue. Alors que le projet des huit puissances, en parlant des conséquences économiques et sociales du désarmement, se borne à évaluer ce qui a déjà été fait dans ce domaine par le Groupe consultatif d'experts

constitué en vertu de la résolution 1516 (XV) de l'Assemblée générale, le projet présenté par la délégation de l'URSS propose un nouveau pas en avant. L'idée centrale de ce projet se trouve au paragraphe 3 du dispositif, priant le Secrétaire général d'engager, sans attendre la conclusion d'un traité de désarmement général et complet, avec les gouvernements des pays peu développés, des consultations sur l'ensemble des besoins de leur développement en vue de formuler un programme international d'aide qui serait soumis à l'Assemblée générale, à sa dix-huitième session. La délégation polonaise croit que, s'il pouvait être formulé, un tel programme jetterait une plus vive lumière sur toute la question et rapprocherait la conclusion d'un traité sur le désarmement. C'est pourquoi elle approuve la proposition avancée dans le dispositif de ce projet.

8. Le projet de résolution des huit puissances envisage également certains programmes pour l'avenir au paragraphe 3 de son dispositif. Si le sens des études mentionnées ne paraît pas être assez précisé, les auteurs n'en semblent pas moins conscients de la nécessité de continuer l'action commencée en application des résolutions 1378 (XIV) et 1516 (XV) de l'Assemblée générale, qui s'est poursuivie par l'élaboration de l'étude sur les conséquences économiques et sociales du désarmement. Ici encore, la différence entre les deux projets réside dans la portée des études ultérieures. Il convient d'observer que les études prévues dans le projet des huit puissances, qui sembleraient porter essentiellement sur les renseignements, les plans et les mesures propres à permettre les adaptations d'ordre économique et social qui seraient nécessaires dans l'éventualité du désarmement, concerneraient surtout un nombre relativement faible de pays hautement développés, pour qui se posent les principaux problèmes de reconversion. Le projet ne contient guère de dispositions de nature à encourager de nouvelles études quant aux conséquences économiques et sociales du désarmement général pour les pays peu développés. La délégation polonaise croit que c'est précisément sur ce point que l'effort principal devrait porter, car on ne sait que peu de chose encore sur ces conséquences possibles, si ce n'est quelques généralités hypothétiques.

9. L'excellent travail du Groupe consultatif d'experts s'est fondé essentiellement sur la croyance, profondément enracinée dans certains pays très développés, que le désarmement aurait des effets défavorables sur leurs niveaux de production et d'emploi, et donc sur leurs niveaux de vie. L'étude des experts montre clairement que la reconversion d'après guerre a été bien plus importante que celle qu'entraînerait le désarmement. Les experts ont trouvé que, dans le cas d'un désarmement très rapide, quelque 6 ou 7 p. 100 de la population active des Etats-Unis, y compris les forces armées, et 3,5 à 4 p. 100 de celle du Royaume-Uni devraient changer d'emploi et que ces changements, répartis sur un certain nombre d'années, seraient grandement facilités par les mouvements normaux de l'économie. Dans l'ensemble, les conclusions des experts sont de nature à dissiper les craintes de ceux qui considéraient le désarmement comme un facteur de grands bouleversements économiques dans les pays où une reconversion sera nécessaire après la réduction des dépenses militaires.

10. L'étude est beaucoup moins claire, en revanche, quant aux futurs programmes économiques de désar-

mement. Les experts se réfèrent à quatre études d'ensemble concernant les besoins globaux des pays peu développés; celles-ci mentionnent une somme annuelle de 6 à 10 milliards de dollars, chiffre basé, selon les experts, sur une évaluation prudente, dont l'élément le plus important est l'objectif d'un taux de croissance de 2 p. 100 seulement par habitant et par année. La raison de cette prudence n'est pas que les pays peu développés seraient incapables d'absorber un plus fort courant de capitaux d'investissement. Les experts eux-mêmes croient que, à certaines conditions, c'est le contraire qui serait vrai. La raison en est simplement que les responsables de l'étude ont dû partir de l'idée que les capitaux disponibles seront assez faibles et que, par conséquent, les programmes d'investissement devraient être fondés sur les moyens disponibles plutôt que sur les besoins réels des pays peu développés. Pour la première fois, le projet de résolution présenté par la délégation de l'URSS renverse ce rapport. Si, à la suite de ses consultations avec les pays peu développés, le Secrétaire général établit un programme international d'aide, comme le demande le paragraphe 3 du dispositif du projet soviétique, pour la première fois depuis le début de l'Organisation on saura ce que serait le développement économique potentiel du monde si des moyens adéquats pouvaient y être consacrés.

11. Il existe, surtout parmi les économistes des pays hautement développés, une méfiance très répandue quant à la possibilité politique d'une affectation massive des ressources libérées par le désarmement général au développement rapide des pays peu développés. Ils pensent, non sans raison, que, même si le désarmement devait se réaliser, les sommes dépensées jusqu'ici pour la course aux armements serviraient certainement à satisfaire les besoins internes les plus urgents des divers pays, et en premier lieu à réduire les impôts. L'argument est certainement valable, mais le projet de résolution de l'URSS montre que même 20 p. 100 seulement des dépenses militaires actuelles, consacrés au développement des pays peu développés, leur apporteraient quelque 500 milliards de dollars au cours des 25 prochaines années. Au cours de la même période, les pays qui supportent actuellement le lourd fardeau de leurs dépenses militaires verraient leur économie bénéficier de quelque 2 000 milliards de dollars. A n'en pas douter, une mesure qui ferait épargner aux économies nationales 80 p. 100 de leurs dépenses actuelles en faisant des autres 20 p. 100 le plus puissant instrument du développement économique des pays peu développés transformerait complètement l'économie du monde actuel.

12. La délégation polonaise croit que l'idée formulée au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution contenu dans le projet de déclaration de l'Union soviétique, celle d'un programme international d'aide, constituerait, s'il était adopté par l'Assemblée générale, un excellent support pour l'idée d'un désarmement général et complet et contribuerait à créer l'image d'un monde futur économiquement prospère et libéré de la crainte d'un holocauste nucléaire. Elle constituerait en outre la base d'une action pratique à entreprendre sous les auspices des Nations Unies lorsque le désarmement général sera une réalité. La délégation polonaise appuie le projet de résolution relatif à la conversion à des fins pacifiques des ressources libérées par le désarmement et considère qu'il peut constituer la prochaine étape de l'action

de l'Assemblée générale au sujet du désarmement général et complet et de ses conséquences économiques pour le monde entier.

13. M. LUBBERS (Pays-Bas) dit que, d'une façon générale, sa délégation accueille favorablement les deux projets de résolution, qui représentent des initiatives inspirées par "des nobles idées de paix", pour reprendre les termes du projet de résolution de l'Union soviétique. Ces idées peuvent être mises en pratique de différentes manières. Certains considèrent que la question des aspects économiques et sociaux du désarmement est prématurée tant que le désarmement lui-même n'est pas réalisé. D'autres, dont la délégation néerlandaise partage les vues, estiment qu'il faut étudier d'avance ce que sera la situation de l'humanité si le désarmement devient une réalité. En effet, il est essentiel d'être prêt à temps pour résoudre les problèmes de transition liés au désarmement et pour la conversion à des fins pacifiques des ressources affectées aux armements. C'est là l'opinion qui ressort du projet des huit puissances. Cette préparation d'un avenir libéré d'un si lourd fardeau est délicate, car il est difficile de faire le départ entre les possibilités réelles, d'une part, et le rêve, de l'autre. Le document soumis par la délégation de l'URSS abonde en idées nobles, mais n'indique pas comment ces idées peuvent être appliquées. Le projet de résolution par lequel il se termine repose sur des facteurs trop nombreux. Le projet des huit puissances, en revanche, est bien équilibré. Il montre clairement l'avantage du désarmement pour l'humanité en général, et pour les pays en voie de développement en particulier. Il loue et fait siennes les conclusions de l'étude du Groupe consultatif d'experts et accorde l'attention voulue à la résolution 891 (XXXIV) du Conseil économique et social. Il conclut à juste titre que les Etats Membres ne sauraient relâcher les efforts qu'ils déploient pour aider les pays en voie de développement et qu'ils devraient au contraire les redoubler. La délégation néerlandaise a bien des fois souligné la nécessité d'accélérer ces efforts. Aussi, ne lui serait-il pas difficile d'approuver ce projet de résolution.

14. M. SMID (Tchécoslovaquie) dit que sa délégation accueille avec satisfaction le projet de résolution de l'Union soviétique. Il est bien évident que les ressources libérées par un désarmement général et complet favoriseraient le progrès économique et social de tous les pays sans distinction, mais leur effet bénéfique marquerait pour les pays en voie de développement le début d'une ère nouvelle. Force est de constater que les ressources limitées qui sont actuellement consacrées à l'assistance sont impuissantes à réduire l'écart croissant entre pays en voie de développement et pays industrialisés; or, il suffirait d'utiliser à cette fin une modeste fraction des ressources immenses consacrées aux armements pour mener à bien le processus d'égalisation. C'est pourquoi le programme économique de désarmement dont la Commission est saisie mérite de retenir son attention.

15. Il semble généralement admis qu'il ne faut pas attendre la conclusion d'un accord sur le désarmement pour adopter des mesures propres à accélérer le développement économique. Mais la libération des ressources résultant du désarmement créera une situation nouvelle et riche en possibilités qu'il importe de ne pas négliger. Il semble aussi qu'on soit générale-

ment d'accord sur la nécessité d'entreprendre certaines études qui seraient le prolongement des travaux du Groupe consultatif d'experts; là où les avis diffèrent, c'est sur la portée et la nature de ces études. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni paraissent prêts à reconnaître l'utilité d'études entreprises à titre individuel par les divers Etats, mais ils sont opposés à l'idée d'un programme économique de désarmement élaboré par l'Organisation des Nations Unies en consultation avec les gouvernements intéressés. Du fait que le calendrier du désarmement est encore imprévisible, ils ne voient pas sur quelles bases on pourrait procéder à des consultations en vue de formuler un programme international.

16. La délégation tchécoslovaque est convaincue, au contraire, que nombre de problèmes devront être résolus sans attendre la conclusion d'un accord sur le désarmement. Ainsi, en cas de désarmement, rien ne permet jusqu'à présent de prévoir que les ressources libérées seront affectées automatiquement à l'assistance aux pays en voie de développement; un tel programme devrait être préparé dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, et cela répondrait à la question soulevée par les Etats-Unis à propos de la proportion exacte des ressources libérées que les pays avancés seraient prêts à consacrer aux pays en voie de développement. L'accroissement soudain de l'assistance à ces derniers pose le problème de leur capacité d'absorption; celle-ci ne pourra être assurée qu'après l'adoption de certains plans préparés à l'avance, prévoyant une coopération entre pays donateurs et pays bénéficiaires et comportant donc des mesures à prendre sur le plan international comme sur le plan national. Enfin, la reconversion de l'économie est certes une question nationale, mais elle devrait être étudiée dans le cadre d'un plan international d'ensemble où les problèmes de l'assistance accrue aux pays en voie de développement feraient l'objet d'une attention spéciale. Dans cet ordre d'idées, il serait utile que s'établissent entre les pays des échanges d'opinions et d'expériences sur des questions concrètes telles que le reclassement du personnel militaire et la réorientation de la recherche à des fins pacifiques, et que ces échanges conduisent à une coopération effective ou à une action concertée. Le processus de reconversion ne manquera pas lui-même d'être onéreux: il faudra par exemple prévoir les dépenses nécessaires pour la nouvelle formation de la main-d'œuvre et son transfert éventuel vers les secteurs les plus prometteurs d'activité économique. Là encore, les plans devront être établis à l'avance et bien souvent dans le cadre d'une coopération internationale. Enfin, on a parfois exprimé la crainte que le désarmement n'entraîne une baisse des prix des produits primaires; s'il n'y a pas lieu de redouter un problème général, puisque la production de paix absorbe d'aussi vastes quantités de ces produits que la production militaire, il faut néanmoins prévoir une action internationale au cas où la réduction des stocks stratégiques ferait baisser les prix des marchés.

17. Ces quelques exemples montrent bien qu'il y a des problèmes à résoudre avant que ne soit établi un calendrier exact du désarmement. C'est pourquoi la délégation tchécoslovaque rejette l'opinion selon laquelle l'élaboration d'un programme international serait prématurée ou représenterait une perte de temps pour le Secrétaire général et les gouvernements intéressés. De plus, les travaux auxquels donnerait lieu un programme économique de désarme-

ment contribueraient à intensifier les efforts en vue d'aboutir à un accord sur le désarmement et à éliminer tous les problèmes qui lui font obstacle. Pour toutes ces raisons, la délégation tchécoslovaque appuie le projet de résolution de l'Union soviétique et espère qu'il sera adopté par la Commission.

*M. Allana (Pakistan), vice-président, prend la présidence.*

## POINT 35 DE L'ORDRE DU JOUR

**Développement économique des pays sous-développés (A/5220) [suite]:**

**c) Développement industriel et action des organes des Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation (A/C.2/L.649/Rev.1, E/3600/Rev.1, E/3656, E/3656/Add.1) [suite]**

**EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION DE LA JORDANIE ET DE LA POLOGNE (A/C.2/L.649/REV.1) [suite\*]**

18. M. TELL (Jordanie), présentant le projet de résolution révisé (A/C.2/L.649/Rev.1), donne connaissance des modifications apportées par les auteurs à leur texte initial (A/C.2/L.649 et Add.1) afin de tenir compte des suggestions de la Hongrie, du Pakistan et de la France.

19. M. RENAUD (France) note qu'en dépit des consultations qui ont eu lieu entre diverses délégations une importante divergence subsiste, et c'est la raison pour laquelle la délégation française propose un amendement (A/C.2/L.673) conjointement avec quatre autres délégations. Les auteurs du projet de résolution initial ont tenu à maintenir la mention d'une organisation unique. Pour les auteurs de l'amendement, il semble que, puisqu'un Comité consultatif d'experts a été créé en vertu de la résolution 873 (XXXIII) du Conseil économique et social pour étudier ces mêmes problèmes, il n'y a pas lieu de lui imposer dès le départ une solution qu'il est lui-même censé rechercher. En d'autres termes, il ne faut pas préjuger le remède avant d'avoir procédé au diagnostic. D'autre part, si les auteurs de l'amendement reconnaissent volontiers que la coordination est absolument nécessaire, ils ne sont pas sûrs que le meilleur moyen de la réaliser soit de créer une organisation unique. On peut certes dire qu'il n'y a pas plus de pouvoir magique dans le mot coordination que dans le mot organisation; mais les auteurs de l'amendement assignent précisément aux experts le soin de trouver le moyen d'assurer une coordination plus étroite, alors qu'en parlant d'organisation unique on impose à priori le choix du moyen à utiliser pour atteindre l'objectif visé.

20. La délégation française voudrait également qu'il soit tenu compte de quelques modifications d'ordre rédactionnel. Au deuxième considérant de la section I du projet de résolution, il y aurait peut-être lieu de remplacer le mot "connexes", assez imprécis, par les mots "concourant à l'industrialisation". Dans le dispositif de la section II, le mot "favorables" rendrait mieux que le mot "avantageuses", équivalent français du mot "favorable".

21. M. THAJEB (Indonésie) appuie l'initiative de la Jordanie et de la Pologne et estime que l'élargisse-

\*Reprise des débats de la 834ème séance.

ment du mandat du Comité consultatif d'experts facilitera l'action entreprise par l'Organisation des Nations Unies pour contribuer au développement industriel des pays en voie de développement. Il a plaisir à noter les progrès déjà accomplis à cet égard au Secrétariat, notamment par la création du Centre de développement industriel et la nomination du Commissaire au développement industriel. Mais il existe encore des activités qui doivent être groupées dans une même organisation. C'est un fait que les ressources naturelles sont étroitement liées à l'industrialisation, fait reconnu du reste dans la structure de la CEAO, où ces deux sujets sont traités par un seul et même comité; cette pratique pourrait également être adoptée au Siège. En groupant ainsi des domaines solidaires, on évite les doubles emplois ou les chevauchements et l'on assure une action plus efficace.

22. L'Indonésie était prête à voter pour le projet de résolution sous sa forme initiale, car elle estimait que ce texte ne préjugait pas la question d'organisation. Elle appuiera cependant le projet de résolution révisé, puisqu'il semble répondre aux objections qui ont été formulées. En tout état de cause, il ne s'agit pas de procéder à une réforme radicale de structure: en établissant un lien étroit entre l'action des Nations Unies dans le domaine des ressources naturelles et dans le domaine du développement industriel, on envisage seulement une évolution progressive, puisque le Secrétariat aura besoin d'un certain temps pour procéder à la réorganisation nécessaire de ses activités.

23. En ce qui concerne la section II du projet de résolution, l'Indonésie estime que les études envisagées sont d'une importance capitale et qu'elles rentrent dans le cadre des activités du Comité du développement industriel. C'est sur ces études que s'appuieront les pays en voie de développement pour élaborer leurs futurs programmes de développement économique. La délégation indonésienne appuiera donc sans réserve le projet de résolution révisé.

24. M. TOMEH (Syrie) estime qu'il serait possible de tenir compte des vues des auteurs du projet de résolution et de celles qui sont exprimées dans l'amendement des cinq puissances. C'est un fait que l'ONU n'est pas le seul organisme qui s'occupe de l'industrialisation ou de l'étude de l'industrialisation: il suffit de citer l'étude de la FAO sur les ressources hydrauliques et l'étude de la FAO et de l'UNESCO sur les ressources naturelles. Il s'agit donc de refléter clairement dans le texte du projet de résolution les divers aspects institutionnels du problème. D'autre part, il faut aussi que le texte indique clairement ce qui se fait dans le domaine de l'industrialisation à l'échelon national et sur le plan international. Pour ces raisons, M. Tomeh propose des amendements (A/C.2/L.677) tendant à modifier comme suit le deuxième considérant et la première partie du dispositif de la section I du projet de résolution:

"Considérant qu'il y a lieu de coordonner étroitement les efforts des Nations Unies (y compris les institutions spécialisées et les commissions économiques régionales) dans le domaine du développement industriel et l'action dans le domaine des ressources naturelles, ainsi que dans tous les domaines connexes, étant donné que le processus de l'industrialisation est fonction de progrès adéquats dans ces domaines,

"1. Recommande au Comité consultatif créé aux termes de la résolution 873 (XXXIII) du Conseil économique et social de tenir compte dans ses travaux et recommandations:

"a) De l'intérêt qu'il y a à procéder au sein d'une organisation unique à l'étude des problèmes touchant le développement industriel, les ressources naturelles et l'énergie;

"b) De la possibilité de ménager une coordination plus étroite entre toutes les activités relatives à l'industrialisation, à l'échelon national, régional et international;"

M. Tomeh espère que cette solution, qui fait la synthèse de l'ensemble des vues exprimées, ralliera tous les suffrages.

25. M. FINGER (Etats-Unis d'Amérique) rappelle pour mémoire combien son pays favorise le développement industriel des pays économiquement sous-développés en les aidant à augmenter leur capacité de production industrielle et en achetant leurs produits fabriqués en plus grandes quantités qu'aucun autre pays. Les Etats-Unis, qui ont pu apprécier les efforts des auteurs du projet de résolution au Comité du développement industriel et au Comité de l'assistance technique, sont heureux des changements qui ont été apportés au texte initial, car la nouvelle version est préférable à l'ancienne. Ils conviennent que le problème du développement industriel doit être envisagé sous l'angle le plus large. Ceci inclut les ressources naturelles et de nombreux autres domaines connexes. Il ne faut pas oublier le problème des transports, mis en lumière par le représentant de la République arabe unie (799ème séance), ni ceux du financement ou de l'établissement de projections économiques.

26. Sur les 6 milliards de dollars qu'elle a prêtés depuis sa création, la Banque internationale a consacré 2 milliards de dollars au développement des transports, alors qu'elle a consacré un peu plus de 1 milliard à celui de l'industrie proprement dite et un peu plus de 2 milliards à celui de l'énergie.

27. Il ne faut pas oublier non plus que de nombreuses organisations s'intéressent actuellement au développement industriel. On pourrait citer, à l'ONU, le Centre de développement industriel, le Service des ressources et des transports, le Service des questions fiscales et financières et le Centre des projections et de la programmation économiques. De leur côté, la FAO et plusieurs autres organismes s'occupent des ressources naturelles et en particulier des ressources hydrauliques. Il serait particulièrement difficile de regrouper toutes ces activités si diverses dans un cadre unique. Quant au domaine du commerce abordé dans la section II du projet de résolution, il sera au centre des débats de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, et les experts qui y participeront seront assurément plus au courant de ces questions que les membres du Comité du développement industriel. En outre, les réunions du FMI, de la Commission du commerce international des produits de base et des comités du GATT portent elles aussi sur les échanges internationaux. Pour toutes ces raisons, la délégation des Etats-Unis appuiera l'amendement des cinq puissances.

28. Les objectifs généraux de la section II du projet de résolution sont acceptables, mais il serait préférable de modifier quelque peu le libellé actuel

pour mieux décrire les diverses activités des institutions et M. Finger présente des amendements (A/C.2/L.679) à cet effet. Il serait plus exact de remplacer les mots "ses études sur les" au début du dispositif par les mots "son étude des", car en fait les études proprement dites sont préparées par le Secrétariat et non par le Comité du développement industriel. Il serait également préférable de remplacer la fin du même paragraphe, après les mots "des biens d'équipement" par les mots "et suggère que le Comité du développement industriel soit tenu au courant des activités des organes internationaux s'occupant du commerce".

29. M. EL BANNA (République arabe unie) ne croit pas nécessaire de rappeler le rôle capital de l'industrialisation pour le développement économique, car c'est le seul moyen d'augmenter et de diversifier la production et les échanges, et d'obtenir une meilleure répartition des richesses nationales et une élévation du niveau de vie. Comme les Etats-Unis, la République arabe unie n'ignore pas que de nombreux organismes s'intéressent au problème du développement industriel et souhaite que les tâches qui seront confiées au Comité du développement industriel ne fassent pas double emploi avec les fonctions de tous les organismes s'intéressant au développement. Comme eux aussi, la République arabe unie pense que la coordination doit s'appliquer également aux transports, aux finances, à l'écoulement des excédents alimentaires qui permettent aux pays bénéficiaires d'épargner des devises pour l'achat d'équipement ou à la politique suivie par les blocs économiques puissants. Pour toutes ces raisons, M. El Banna appuie l'amendement des cinq puissances; il propose toutefois que la fin du paragraphe 1 de la section I reste inchangée.

30. D'autre part, s'il est important d'étudier les rapports entre le commerce et l'industrialisation, il serait regrettable que le Comité du développement industriel néglige pour cela l'examen de questions telles que la formation des cadres ou la création de banques de développement. Assurément, l'industrialisation peut être entravée si la structure des échanges n'est pas satisfaisante, et les pays en voie de développement éprouvent de grandes difficultés à exporter leurs produits ou à importer des biens d'équipement à des conditions avantageuses. Il n'en demeure pas moins que le Comité du développement industriel ne doit pas s'attaquer à l'ensemble du problème du commerce, qui est déjà étudié ailleurs. Le représentant de la République arabe unie partage donc l'opinion du représentant des Etats-Unis.

31. M. BOLT (Nouvelle-Zélande) se préoccupe surtout de voir le projet de résolution obtenir le plus large appui et note avec satisfaction qu'il a été assoupli dans sa version révisée. Cependant, s'il n'est pas inexact de soutenir que le projet préjuge la question en parlant de l'intérêt qu'il y a à procéder à l'étude des problèmes "au sein d'une organisation unique", l'amendement des cinq puissances ne la préjuge pas moins en mettant uniquement l'accent sur les méthodes de coordination. Comme il est entendu que c'est le Comité consultatif d'experts qui devra aborder la question au fond, il serait préférable d'adopter un texte qui, comme celui qui a été suggéré par le représentant de la République arabe unie, n'oblige nullement à prendre parti, tout en exposant de manière assez claire ce que les diverses délégations ont en vue. Dans la section II du projet, les mots "ainsi que de l'influence future

de l'industrialisation des pays en voie de développement sur la structure, la direction et le volume des échanges" font double emploi, puisqu'ils décrivent précisément l'un des aspects des rapports qui existent entre l'industrialisation et le commerce international. Mieux vaudrait les supprimer et ajouter la formule indiquée par le représentant des Etats-Unis.

#### POINT 39 DE L'ORDRE DU JOUR

**Souveraineté permanente sur les ressources naturelles**  
(A/4905, A/5060, A/5225, A/AC.97/5/Rev.2, A/C.2/L.654, E/3511, E/L.914, E/L.915, E/L.918, E/L.919, E/SR.1177 à 1179, E/SR.1181) [suite]

**EXAMEN DU PROJET DE RESOLUTION DE LA COMMISSION POUR LA SOUVERAINETE PERMANENTE SUR LES RESSOURCES NATURELLES (A/C.2/L.654) [suite\*]**

32. M. MONTENEGRO (Nicaragua) appuiera le projet de résolution (A/C.2/L.654), car reconnaître la souveraineté permanente des Etats sur leurs ressources naturelles c'est faire droit aux justes aspirations des peuples et rectifier en partie les erreurs du passé. Les Nations Unies doivent même aller plus loin et empêcher que ne se reproduisent les violations de la souveraineté des Etats et du droit des peuples à l'autodétermination auxquelles ne manquait pas de donner lieu autrefois la signature de contrats entre petits pays et grands consortiums. Les petits pays se trouvaient en effet devant eux comme l'ouvrier devant le patron avant l'adoption de la législation du travail; poussés par la nécessité d'obtenir des capitaux, ils étaient souvent obligés d'accorder des concessions à de grandes sociétés, qui s'assuraient ainsi un monopole d'exploitation aux dépens des intérêts et même de la dignité de l'Etat qui les accueillait. Les mesures d'expropriation et de confiscation qui ont été prises sont par conséquent une réaction de défense devant ces injustices et elles ne pourront disparaître que si toutes les parties en cause sont prêtes à respecter la liberté et à admettre l'égalité véritable de leur partenaire. Malheureusement, les pays qui ont adopté une législation propre à défendre leurs intérêts ont souvent été qualifiés de nationalistes et les monopoles ont pris des mesures de rétorsion allant parfois jusqu'au boycottage. Puisque les accords anciens n'ont pas été conclus entre partenaires réellement égaux, on ne peut soutenir qu'ils doivent tous être respectés; on peut même affirmer que les petits pays ont le droit de réclamer qu'ils soient modifiés.

33. M. KOUMBOU (Congo [Brazzaville]) estime que le projet de résolution a une portée capitale, car la souveraineté des peuples sur leurs ressources naturelles est un droit inaliénable et ne saurait donner lieu à contestations. Le temps n'est plus où les colonisateurs pouvaient prendre goût à dépouiller les territoires de leurs richesses et il serait inutile de s'attarder à faire le procès d'une époque totalement révolue. M. Koumbou votera pour le projet de résolution, car son pays veut assurer son indépendance économique pour jouir d'une indépendance politique effective. De nombreux amendements ont été déposés (A/C.2/L.655 et A/C.2/L.668 à 670), mais ils sont de tendance opposée et par conséquent difficilement conciliables. Le mieux serait donc de s'en tenir au texte actuel, qui est équilibré et réaliste.

\*Reprise des débats de la 835ème séance.

34. Le Congo (Brazzaville) accueille largement les capitaux privés et élabore un code qui donnera les meilleures garanties à l'Etat congolais et aux investisseurs: ces derniers ont assurément le droit de tirer profit de leurs capitaux, mais ils ne doivent pas être guidés uniquement par un esprit aventurier. Le droit des investisseurs s'arrête en effet là où commence celui de l'Etat et de la population. Ainsi qu'il est déclaré au paragraphe 4 du projet, la nationalisation, l'expropriation ou la réquisition doivent se fonder sur des raisons ou des motifs d'utilité publique, de sécurité ou d'intérêt national. Ce libellé est d'autant plus raisonnable que l'on prévoit ensuite une indemnisation du propriétaire, conformément

aux règles en vigueur dans l'Etat qui prend les mesures dans l'exercice de sa souveraineté et en conformité du droit international. Les capitaux privés sont certes d'un grand secours pour les pays africains, qui ont de nombreuses richesses tout en n'étant pas encore en mesure de les exploiter, mais ils devront être complétés par la coopération et l'assistance internationales.

35. L'ONU faillirait à sa mission si elle ne favorisait pas le développement économique des pays encore sous-développés. Elle doit donc adopter le projet de résolution à l'unanimité.

La séance est levée à 12 h 55.